



FINANCE

Prêt, dons et autres cagnottes : le financement participatif opère sa mue

FONDS Professionnalisé avec l'essor du Web et mieux réglementé depuis 2014, le marché du « crowdfunding » est en pleine mutation. Dans un secteur très fragmenté, chacun ajuste sa stratégie en quête de rentabilité.

JULIETTE RAYNAL

Le cadeau de départ d'un collègue, l'exposition photo d'une amie, le documentaire d'un cousin ou encore le voyage au bout du monde d'un couple d'amis récemment mariés... Qui n'a jamais été sollicité, d'une manière ou d'une autre, pour participer au financement d'un projet d'un proche ? C'est ce qu'on appelle le financement participatif ou *crowdfunding* en anglais (littéralement « le financement par la foule »). Cet appel à la générosité n'a rien de nouveau. Il existe depuis des siècles. La statue de la Liberté, à New York, n'aurait sans doute jamais vu le jour en 1886 sans la participation de millions d'Américains pour financer son socle. Entre-temps, Internet a fait son apparition et a permis de démultiplier la force

de frappe de ces collectes en abolissant les frontières et en permettant de réaliser des financements à l'échelle internationale, à l'image de la montre connectée Pebble qui avait collecté 10,3 millions de dollars sur la plateforme américaine Kickstarter, née en 2009.

Le financement participatif consiste à collecter des fonds auprès d'un ensemble de contributeurs via une plateforme en ligne dans le but de financer un projet de manière directe. En France, l'instauration d'un cadre réglementaire en 2014 a permis de crédibiliser ces nouveaux acteurs de la finance et a contribué à la professionnalisation du secteur. Le marché tricolore, particulièrement fragmenté avec ses 175 plateformes, s'articule

aujourd'hui autour de trois grandes typologies : le don avec ou sans contrepartie, le prêt et l'investissement en capital. Les internautes peuvent prendre part à ces campagnes

par simple générosité ou dans la perspective d'un gain. La participation à une campagne de *crowdfunding*, via le prêt ou l'investissement, est alors perçue comme un placement.

En 2018, la finance alternative a pesé 1,4 milliard d'euros. Un montant en hausse de 39 % par rapport à 2017, selon le décompte du cabinet KPMG. Malgré cette belle dynamique, quelques signaux montrent que certains moteurs du marché s'essoufflent. Parmi eux, la mise en liquidation judiciaire, en novembre dernier, d'Unilend, le pionnier du prêt participatif



aux PME, le *crowdfunding* dans le jargon. De son côté, la collecte par le don, méthode historique de levée de fonds auprès des particuliers, enregistré pour la première fois en 2018 un recul des montants recueillis. Certes léger (- 2 %), mais un repli tout de même. En parallèle, les montants collectés à travers les cagnottes en

ligne, de plus en plus ouvertes au public pour soutenir des causes variées, ont atteint des sommets : 330 millions d'euros en 2018, contre 225 millions en 2017. Le financement des projets immobiliers s'envole et celui des énergies renouvelables (ENR) attire de plus en plus d'investisseurs. Ces évolutions montrent que le marché du *crowdfunding* tricolore opère sa mue. Le point sur les

principales transformations que traverse cet écosystème aux multiples facettes.

DES COLLECTES AUX MONTANTS RECORD

« Nous avons dû faire face à énormément de contributions et de visites dans un très court laps de temps. Toutes les équipes techniques se sont mobilisées pour gérer cet afflux record. » L'anecdote que rapporte Alix Poulet, directrice générale de Leetchi, illustre une tendance de fond que n'avait pas anticipé le leader des cagnottes en ligne (200 millions d'euros collectés en 2018) : l'essor des cagnottes solidaires. Le 7 janvier dernier, un proche de l'ex-boxeur Christophe Dettinger, accusé d'avoir agressé des

policiers au cours de la manifestation parisienne des « gilets jaunes », crée une cagnotte publique pour le soutenir.

En l'espace de quelques heures, le montant de cette enveloppe 2.0 explose : 146000 euros, versés par 8845 donateurs, sont réunis, un record pour la plateforme de collecte française. Trois jours plus tard, le record est de nouveau battu par la cagnotte créée, cette fois-ci, en

soutien aux forces de l'ordre (1,4 million d'euros), un afflux de dons contraignant même les équipes de Leetchi d'apporter un correctif technique pour maintenir le site à jour.

Les cagnottes solidaires sont des cagnottes publiques. Les créateurs proposent de soutenir une personne en difficulté, d'aider une famille à financer un traitement médical onéreux ou encore de venir en aide aux animaux. Tous misent sur les réseaux sociaux pour dépasser le premier cercle d'amis et remplir leur objectif de collecte, beaucoup plus élevé que celui

des cagnottes privées. « Aujourd'hui, la majeure partie de notre activité repose encore sur les cadeaux en commun mais la tendance devrait s'inverser à court terme. Les cagnottes solidaires ont représenté un quart de notre activité en 2018, soit 50 millions d'euros. Ce montant a doublé en l'espace d'un an », commente Alix Poulet. « Les pots solidaires prennent clairement de l'ampleur. La médiatisation des cagnottes créées à l'occasion des mobilisations des "gilets jaunes" a contribué à faire connaître ce mode de collecte

de dons auprès du grand public », atteste Ghislain Foucque, le directeur général du site Lepotcommun, désormais filiale du groupe BPCE, même si ce segment représente aujourd'hui moins de 10 % de son activité.

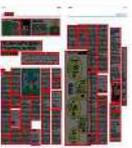
LA SIMPLICITÉ EST PLÉBISCITÉE

L'engouement pour ces cagnottes, extrêmement simples d'utilisation (pas de limite de temps, ni de seuil requis pour toucher les fonds, ni de stratégie de contreparties à mettre en place), est tel qu'elles font désormais de l'ombre aux plateformes de financement participatif spécialisées dans le don, comme KissKissBankBank et Ulule. « Une partie des fonds qui était collectée sur ces plateformes se retrouve désormais sur les cagnottes en ligne. Les frontières entre ces deux univers deviennent de plus en plus poreuses », atteste Mikaël Ptachek, responsable fintech chez KPMG.

En réponse à ce mouvement, Ulule a récemment lancé une nouvelle plateforme : Okpal. « Nous proposons sous cette marque un système de collecte simplifié. C'est du don pur, sans contrepartie. Il permet de créer une cagnotte en ligne en quelques

clics. Nous nous adaptons à l'émergence de nouveaux systèmes », explique Alexandre Boucherot, son fondateur et dirigeant.

Ce dernier fait ici référence au mastodonte du secteur : l'américain GofundMe (littéralement



« viens me financer ») et ses 5 milliards de dollars collectés depuis sa création en 2010, contre 4,1 milliards de dollars pour Kickstarter. Le site spécialisé dans le financement participatif des causes personnelles

s'est lancé officiellement en France en juin 2017 et se targue d'avoir hébergé la plus importante cagnotte française avec les 2,6 millions de dollars réunis par l'influenceur Jérôme Jarre pour venir en aide aux Somaliens frappés par la famine. Pour attirer l'attention du public, la plateforme californienne n'hésite pas à basculer dans le larmoyant en incitant les créateurs à trouver des titres accrocheurs et à mettre en scène les personnes concernées.

FINANCER L'ÉCONOMIE RÉELLE

Une autre tendance s'opère sur le marché tricolore : le financement de l'économie réelle. « En 2018, le financement des entreprises a atteint 698 millions d'euros. C'est un montant en hausse de 32 % », indique Mikaël Ptachek. Reste que le finance-

« La mobilisation des "gilets jaunes" a contribué à faire connaître ce mode de collecte »

GHISLAIN FOUQUE,
 DIRECTEUR GÉNÉRAL DU SITE
 LEPOTCOMMUN

EN CHIFFRES

1,4 MILLIARD D'EUROS

LE POIDS DE LA FINANCE ALTERNATIVE EN 2018, EN HAUSSE DE 39 % PAR RAPPORT À 2017

« En 2018, le financement des entreprises a atteint 698 millions d'euros. C'est un montant en hausse de 32 % »

MIKAËL PTACHEK,
 RESPONSABLE FINTECH CHEZ KPMG

ment des entreprises par le *crowdfunding*, et plus particulièrement par le *crowdlending*, demeure complexe comme l'atteste la fermeture d'Unilend ou plus récemment la mise en suspens de cette activité par la plateforme Lendopolis, détenue par KissKissBankBank passée sous le giron de La Banque Postale.

Alors que les banques proposent des offres de prêt très agressives à destination des PME, ces plateformes apparaissent peu compétitives aux yeux des entreprises qui cherchent à se financer. En

effet, les taux d'intérêt y sont plus élevés que ceux d'un prêt bancaire. Et la promesse de délais plus courts et des

taux plus courts et des contraintes allégées (les entreprises emprunteuses ne sont pas obligées de gager des actifs) ne suffisent plus à attirer les bons dossiers.

Lendopolis explique ainsi s'être retrouvée avec les entreprises les plus fragiles à financer, la menant à un taux de défaut de 15 %. « Nous n'avons pas réussi à trouver le bon équilibre entre le volume nécessaire et la qualité. C'est un marché complexe et le modèle du 100 % crowd

[financement par la foule exclusivement, ndlr] qui s'inscrit dans notre ADN peine à fonctionner », reconnaît Vincent Ricordeau, cofondateur et dirigeant de KissKissBankBank.

October (ex-Lendix) est le seul acteur à tirer son épingle du jeu. Cette plateforme a justement fait le choix de faire appel aux investisseurs institutionnels pour financer les projets des PME aux côtés des investisseurs particuliers. Aujourd'hui, 70 % des montants prêtés le sont par les institutionnels, comme CNP et la Matmut. Un moyen pour October de décrocher des projets plus importants et d'augmenter ses volumes, le nerf de la guerre dans cette activité où les plateformes se rémunèrent grâce aux commissions prélevées sur les montants collectés.

Aujourd'hui, October se targue d'avoir prêté un total de 270 millions d'euros à 600 PME depuis sa création en 2014. « Nous aidons un véritable écosystème à se développer. Le chiffre d'affaires cumulé de toutes les entreprises que nous avons financées s'élève à 6,6 mil-



liards d'euros et cela représente 26616 emplois », souligne Olivier Goy, son dirigeant. Malgré cette performance, le *frenchy* reste très loin derrière la plateforme britannique Funding Circle, au modèle similaire, qui a permis à plus de 50000 entreprises de se financer pour un montant dépassant les 5,5 milliards d'euros. « Sur les six derniers mois, l'activité à l'étranger [October est présent en Espagne, en Italie et aux Pays-Bas, ndlr] a représenté 45 % des volumes prêtés », précise Olivier Goy soulignant l'importance d'une stratégie à l'international où les taux pratiqués par les banques ne sont pas aussi agressifs qu'en France.

MISER SUR LES ÉNERGIES RENOUELABLES

« Dans ce contexte hyperconcurrentiel, les acteurs du crowdfunding s'orientent aussi vers des produits complémentaires où ils ne se retrouvent pas en concurrence frontale avec les banques comme les ENR et l'immobilier », analyse Mikaël Ptachek de KPMG. Lendopolis entend ainsi se concentrer sur le financement des projets dans le secteur des énergies renouvelables, qui ont représenté près de 50 % des 10,5 millions d'euros collectés sur la plateforme en 2018. « En 2019, nous pensons doubler, voire tripler ce segment », indique le dirigeant

qui mise sur les synergies fortes avec la Banque Postale, dont les conseillers distribuent ces produits auprès des clients patrimoniaux et banque privée. La diffusion du *crowdfunding* auprès des particuliers consti-

tue, en effet, un enjeu clé pour le développement du secteur. « Les vecteurs principaux de distribution des produits financiers restent les acteurs traditionnels : les banques, les assureurs et les cabinets en gestion de patrimoine », pointe Stéphanie Savel, présidente de l'association Financement Participatif France et dirigeante de Wiseed. La plateforme bordelaise Lumo, petit acteur des ENR (1,8 million d'euros collectés en 2018) racheté en juin dernier par la Société Générale, en a bien conscience et mise sur une intégration dans toutes les antennes de distribution de la banque de la Défense afin d'accélérer en France et à l'international.

EN QUÊTE D'UN MODÈLE ÉCONOMIQUE

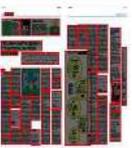
Pour grandir, les acteurs des énergies renouvelables diversifient également leurs activités en s'ouvrant au spectre plus large de la transition énergétique. « Nous voulons nous positionner sur la mobilité douce, le stockage ou encore la rénovation énergétique », indique Olivier Houdaille, directeur général de Lumo. Le montpelliérain Enerfip entend aussi initier cette

ouverture et prévoit de se lancer dans le financement de l'immobilier durable en 2019. L'occasion de surfer sur l'engouement pour le *crowdfun-*

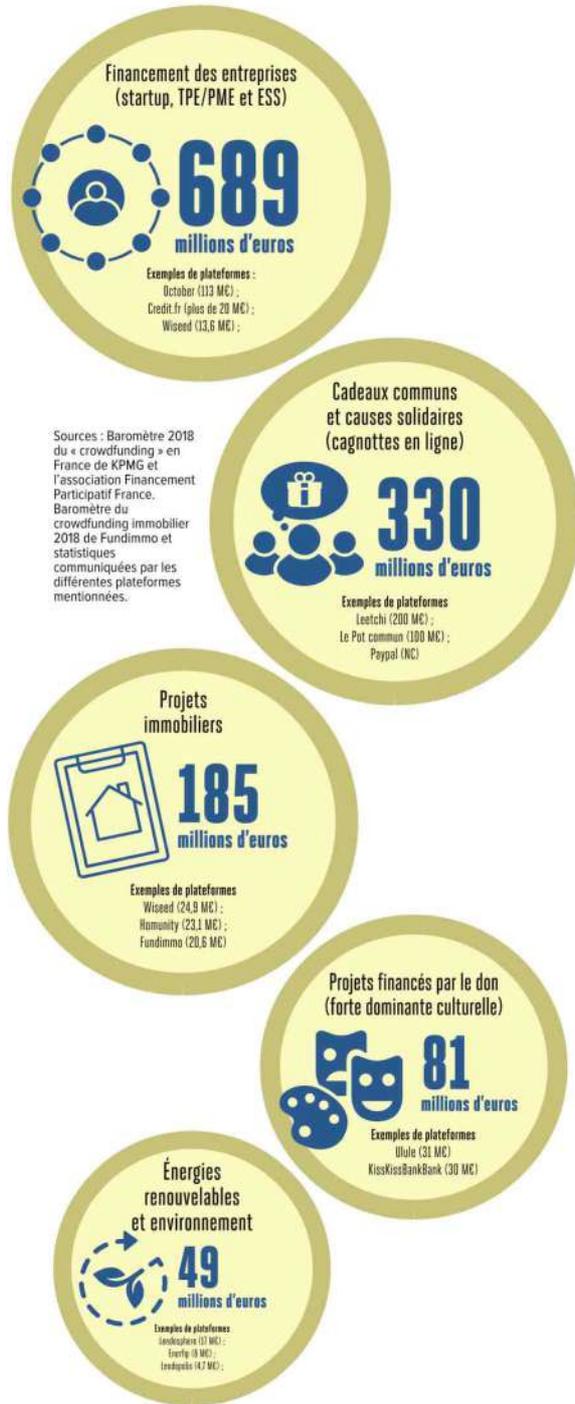
ding immobilier qui a enregistré une hausse de 83 % en 2018 avec 185 millions d'euros collectés, selon le baromètre publié par la plateforme Fundimmo. La raison de ce succès ? Des taux très attractifs pour les particuliers et un moyen pour les porteurs de projets de renforcer leurs fonds propres afin de faire levier auprès des banques. Dans les mois à venir, les acteurs du *crowdfunding*, dont très peu sont rentables, devraient poursuivre ces ajustements dans l'espoir de trouver un modèle économique plus robuste. « Nous allons également assister à une consolidation du secteur. Certains acteurs vont fusionner pour mutualiser leurs forces et gagner en volumes. Le crowdfunding est un segment de la *fintech* qui repose essentiellement sur un seul produit à deux faces, le financement et l'épargne, où il est difficile de se différencier. Si les taux bancaires demeurent bas, tous les acteurs vont devoir s'adapter », prévient Mikaël Ptachek. ■

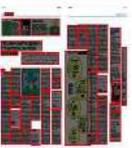
« C'est un marché complexe et le modèle du 100 % "crowd" qui s'inscrit dans notre ADN peine à fonctionner »

VINCENT RICORDEAU,
COFONDATEUR DE KISSKISSBANKBANK



**LE « CROWDFUNDING » FRANÇAIS
 DANS TOUS SES ÉTATS**





DES CAGNOTTES AUX MONTANTS RECORD

« SOUTIEN AUX FORCES DE L'ORDRE »

1,4 million d'euros collectés auprès de 51113 participants.

Créée mardi 8 janvier 2019 par le député (LR) Renaud Muselier pour soutenir « 1050 membres des forces de l'ordre blessées lors des manifestations » des « gilets jaunes ». ■
<https://www.leetchi.com/c/soutien-fdo>

« SOLIDARITÉ AVEC LES CHEMINOTS GRÉVISTES »

1,2 million d'euros collectés auprès de 31276 participants.

Créée en mars 2018 par le sociologue Jean-Marc Salmon pour soutenir financièrement les cheminots grévistes et faire perdurer le mouvement. ■
<https://www.leetchi.com/fr/Cagnotte/31978353/a8a95db7>

« AIDER UNE FAMILLE AU BORD DE LA RUE »

Plus de 255300 euros auprès de plus de 7600 participants

Créée en janvier 2019 par Émilie, une adolescente de 15 ans fille d'agriculteurs, pour tenter d'aider ses parents à faire face à d'importantes difficultés financières. La cagnotte est toujours ouverte. ■
<https://www.leetchi.com/c/aider-une-famille-au-bord-de-la-rue>

« SOLIDARITÉ POUR DELIA »

Plus de 233690 euros auprès de 2565 participants

Créée en mars 2018 pour Delia (photo), une adolescente de 15 ans qui s'est

retrouvée paralysée à la suite d'une opération de la moelle épinière. La collecte, toujours ouverte, doit permettre de rénover et d'adapter sa maison.

<https://www.leetchi.com/c/spendenaktion-hausumbau-fuer-delia-endlich-zurueck-nach-bonn>

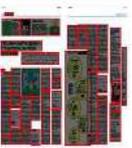
« SOUTIEN À "CHARLIE HEBDO" ET LES FAMILLES DES VICTIMES DE L'ATTENTAT »

162050 euros auprès de 5450 participants

À la suite des attentats contre *Charlie Hebdo*, les particuliers se sont mobilisés pour soutenir le journal et venir en aide aux familles des victimes. Les fonds ont été reversés à l'association « Les Amis de "Charlie Hebdo" ». ■

<https://www.leetchi.com/c/solidaritecharlie>





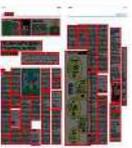
@ WWW.LATRIBUNE.FR

« Finance participative : 80% des montants collectés auprès des particuliers vont aux entreprises »

« Le "crowdfunding", un accélérateur de croissance pour les promoteurs immobiliers »

« Auvergne-Rhône-Alpes : médaille d'argent du financement participatif ».

« Le "crowdfunding", innovation sociale ou chimère financière ? »



LA CROISSANCE PATINE

La Banque centrale européenne (BCE) a révisé à la baisse sa prévision de croissance du PIB de la zone euro en 2019, à 1,1 % contre 1,7 % attendu encore en décembre dernier. Du coup, elle a repoussé de six mois le relèvement des taux d'intérêt, qui resteront à leur niveau historiquement bas « *au moins jusqu'à la fin de 2019* ».



EN EUROPE, TOUJOURS PLUS DE BANQUIERS « MILLIONNAIRES »

Les salariés du secteur bancaire en Europe ayant gagné au moins un million d'euros par an sont au nombre de 4859, en hausse de 5,7 % selon l'Autorité bancaire européenne. Près des trois quarts de ces dirigeants et autres traders vivent au Royaume-Uni. L'Allemagne suit avec 390 banquiers « millionnaires », devant la France (233, soit 28 de plus qu'en 2017). Le nombre de ces financiers à haut salaire a bondi de 41,7 % depuis 2010 dans l'UE. Le gros des bataillons provient des métiers de banque d'investissement (conseil en fusions-acquisitions, émissions de dettes et d'actions, activités de marchés, etc.), avec 2541 personnes.

